

**Conflits et guerres économiques**  
**L'économie comme instrument de puissance**

**Jacques Fontanel**  
**Professeur émérite, UGA, Université de Grenoble-Alpes**

**Liber Amicorum**  
**Mélanges**

**En l'honneur du Professeur Jacques Aben**  
**Université de Montpellier**  
**2019**

En 1989, Francis Fukuyama, reprenant une expression aussi brillante qu'erronée, a rendu célèbre l'expression selon laquelle l'effondrement de l'Union soviétique marquait « la fin de l'histoire »<sup>1</sup>. Selon lui, la démocratie et le libéralisme devait s'imposer définitivement face aux autres idéologies, aussi bien en pratique qu'en théorie, malgré quelques soubresauts et conflits à venir, mais sans avenir. En 1995, feu le GATT (General Agreement on Tariffs and Trade) laissait sa place à l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) destinée principalement à élargir le fonctionnement du libre échange à l'ensemble du commerce mondial, à administrer un système globalisé de règles internationales, à répondre aux besoins des pays en développement et à régler les différends commerciaux entre les Etats membres<sup>2</sup>. Dans ce contexte, l'action économique de l'Etat n'est plus revendiquée par ses membres, le principe du libre échange et le marché sont supposés assurer le fonctionnement normal de l'économie internationale, sauf exceptions portant sur la sécurité nationale d'un pays, la question agricole, les espaces économiques intégrés ou le soutien parcimonieux aux pays en développement. La science économique, qui a souvent négligé les conflits et les guerres, semblait alors avoir gagné la partie contre les analystes de l'économie politique de la défense<sup>3</sup>. Cependant, sous des formes diverses, les conflits et les guerres n'ont pas baissé d'intensité, surtout après l'acte terroriste des « Twin Towers » de septembre 2001. La science économique appliquée à la défense reste. Après un court processus de désarmement marquant la fin de la guerre froide, les dépenses militaires ont de nouveau augmenté globalement, mais de manière hétérogène. Obsédés par le terrorisme et la sécurité de son territoire, les Etats-Unis ont eu l'ambition ou

---

<sup>1</sup> Fukuyama, F. (1989). The end of history? The national interest, (16), 3-18.

<sup>2</sup> Fontanel, J. (1995), Les Organisations Economiques Internationales, Masson, Paris. Guilhaudis, J-F. (2018), Relations internationales contemporaines, LexisNevis, Paris.

<sup>3</sup> Aben, J. (1992) Economie politique de la défense, Cujas. Paris. Fontanel, J. (1993), Economistes de la paix, Collection Eco+, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

l'obligation de devenir le « gendarme du monde » et l'importance de leurs dépenses militaires témoignait de sa puissance. Certes, pour analyser la puissance globale d'un Etat, les dépenses et budgets militaires<sup>4</sup> ne sont que des indicateurs imparfaits<sup>5</sup>, mais ils donnent une indication sur les objectifs de sécurité ou de domination d'un pays, et de sa capacité à fédérer avec lui les Etats alliés.

Les relations de puissance économique entre la Chine et les Etats-Unis, la modernisation des forces nucléaires russes, les influences parfois contestables des firmes multinationales sur les politiques publiques, mais aussi le développement du terrorisme, les conflits armés en Irak ou en Afghanistan, les guerres civiles en Libye, Egypte, Yémen ou en Syrie, les dissensions latentes de plus en plus violentes au Proche-Orient ont rappelé aux Etats que la démocratie n'était toujours pas indépassable et que les guerres, sous des formes diversifiées, n'avaient pas disparu. Or, les armes nucléaires ont rendu les recours aux guerres entre les grandes puissances beaucoup moins évidents. En cas de conflits plus ou moins larvés, les Etats puissants appliquent de préférence des stratégies de manœuvre indirecte. Cependant, dans certains théâtres d'opération de pays faiblement armés, les opérations guerrières peuvent réduire les incertitudes violentes latentes pour conduire sur les chemins d'une résolution plus ou moins stable des conflits<sup>6</sup>. Les Etats ont été conduits à réactiver des actions économiques parfois létales contre leurs ennemis ou à développer de nouvelles stratégies pour se protéger contre les « violences éternelles »<sup>7</sup>. Cependant, ces armes ne peuvent pas être utilisées sans stratégies adaptées, sans négociation avec les pays alliés, sans une prise en compte des conséquences humanitaires sur les peuples. L'intensité des actions engagées détermine aussi le choix de l'emploi des mots entre le « conflit » ou la « guerre » économique, laquelle peut parfois recevoir le soutien des forces armées pour compléter l'opération entreprise et faire respecter « la loi du plus fort ».

Lorsque Donald Trump considère que le commerce avec la Chine est déséquilibré au détriment de l'économie américaine, il informe l'opinion publique et il la prépare aux actions qu'il compte entreprendre. Il s'agit d'un conflit économique clairement identifié, sans recours complémentaire à des

---

<sup>4</sup> Aben, J., & Malizard, J. (2016). Defence Budgets. The SAGE Encyclopedia of War: A Social Science Perspective, Thousand Oaks, 462-466.

<sup>5</sup> Aben, J., Fontanel, J. (2019), Military Expenditure as a proxy for State's power. Defence and Peace Economics.

<sup>6</sup> Aben, J. (2017). Licorne ou la guerre si nécessaire, pour maintenir ou imposer la paix. Stratégique, (4), 253-283. Aben, J. (2008). The New French Military Reserve and the Test of Overseas Operations. Defense & Security Analysis, 24(2), 197-202.

<sup>7</sup> OCDE (2004), Economie de la sécurité, OCDE. Paris. Fontanel, J. (2010), Economie politique de la sécurité internationale, L'Harmattan, Paris.

actions militaires<sup>8</sup>. Pourtant, depuis 1995, dans un monde globalisé volontairement soumis aux règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), sauf exceptions proposées par la charte elle-même, l'application d'une action économique internationale ne peut être que collective. Or, Washington dispose d'un leadership politique, économique et militaire qui lui donne un pouvoir de coercition susceptible de remettre en cause les institutions, les lois et les règles internationales. La Maison Blanche sait rappeler aux pays amis qu'ils ont besoin de son soutien pour leur sécurité, mais aussi de l'ouverture de son marché et de ses technologies. C'est donc un appel à une renégociation des règles établies dont il peut être question, l'arme diplomatique de la négociation s'impose alors, sans aucun couplage avec des menaces d'interventions militaires. Les discussions bilatérales sont, au moins provisoirement, privilégiées par les Etats-Unis, comme nouvelle expression des avantages conférés à la « loi du plus fort » face à tous ses alliés historiques ou institutionnels.

L'annonce de l'utilisation des armes économiques présente l'avantage d'exprimer publiquement un désaccord politique, stratégique, idéologique ou économique avec un pays ou un groupe de pays et de présenter clairement les griefs et les moyens destinés à en éliminer les effets. Généralement, elles se présentent comme des avertissements, des injonctions coercitives ou des déclarations de punition en cas de non respect de règles internationalement établies ou non. Parmi les procédures les plus utilisées, l'embargo, le boycott, le blocus commercial, le gel des avoirs à l'étranger, le contrôle des investissements étrangers ou l'arrêt de l'aide au développement constituent des armes économiques et financières au potentiel de nuisance important à court terme, considérable à plus long terme. Cette stratégie de conflit économique peut être couplées ou non avec des menaces ou des interventions militaires. L'utilisation des armes économiques est particulièrement délicate, car elles ne sont pas sans risque pour celui qui les utilise<sup>9</sup>. Il existe cependant des gradations entre les conflits et les guerres économiques, des conflits économiques simples, aux conflits impliquant des considérations de souveraineté et de sécurité nationales, en passant par des guerres économiques violentes qui cherchent à punir, à blesser, à violenter un pays, un peuple dans sa vie quotidienne.

---

<sup>8</sup> La question reste malgré tout posée si l'on retient les dernières évolutions de la colonisation progressive militarisée des archipels Paracels et Spratleys, zone revendiquée par le Vietnam, les Philippines et même l'Indonésie et souvent abordées par les forces maritimes américaines.

<sup>9</sup> Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté, in « La question politique en économie internationale », La Découverte, Paris. Fontanel J. (2005), La Globalisation en « analyse » : Gééconomie et Stratégie des Acteurs, l'Harmattan, Paris. Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. In War, peace and security (pp. 37-51). Emerald Group Publishing Limited.

## **I. Les conflits économiques**

Depuis son investiture comme Président des USA, Donald Trump a donné une leçon du pouvoir souverain d'abord en baissant les impôts sur les sociétés en vue d'attirer les entreprises étrangères aux Etats-Unis ou de rapatrier les activités des firmes multinationales américaines, en quittant ensuite l'accord de Paris et les négociations sur les Traités transatlantique et transpacifique, puis en dénonçant le Traité de Vienne avec l'Iran, et en instaurant ensuite, sans négociation préalable, de nouvelles taxes ciblées sur les importations. Décidé à relancer l'économie par la stratégie de la puissance, il applique dans état d'âme la politique dite de « beggar thy neighbour », laquelle conduit à s'enrichir au détriment de ses alliés. On peut alors constater l'ampleur et la diversité des différends commerciaux, trop souvent assimilés à des guerres économiques. Ils concernent principalement les négociations pour devenir membre d'un organisme économique international, la guerre des monnaies, les armes de l'endettement et de la fiscalité et le processus de départ d'une entité économique intégrée, comme le Brexit.

1) **L'octroi ou non de la clause de la nation la plus favorisée** proposée par l'Organisation Mondiale du Commerce permet à un pays de ne plus subir de discrimination commerciale dans ses échanges internationaux. Le gouvernement des Etats-Unis a fortement soutenu la candidature de la Chine, membre de l'OMC depuis 2001, alors que la Russie a dû attendre 18 années de tortueuses négociations pour devenir elle-même l'un de ses membres en 2012. Les éléments d'un conflit naissent à la fois dans le choix des membres de l'organisation, mais aussi dans la force accordée à celle-ci. On peut aujourd'hui s'interroger sur le rôle de l'OMC dans le monde, face à la souveraineté économique réclamée par Donald Trump, lequel est désireux de s'engager plutôt dans des traités bilatéraux, plus favorables à son pouvoir de négociation que les accords multilatéraux.

2) **Les différends commerciaux internationaux** sont normalement examinés par l'ORD (Organisation des Règlements des Différends) lorsque les pays sont membres de l'OMC. Cependant, la question de la souveraineté des Etats ne se discute pas, notamment lorsque les références à la sécurité nationale sont émises ou constatées. La Maison Blanche considère que les relations économiques internationales mises en place depuis plus de deux décennies lèsent les intérêts américains. L'objectif n'est pas de fragiliser l'économie des autres pays, il consiste surtout et d'abord à renforcer son économie nationale. Une taxe sur les importations non négociées entre les pays membres peut faire l'objet de plaintes et d'un jugement sur le fond. Cette situation conduit à un différend important pour les pays exportateurs

fournisseurs des Etats-Unis et les firmes multinationales<sup>10</sup>. Dès lors, les stratégies se mettent en place pour de nouveaux accords. Donald Trump a fait de la question des taxes sur l'acier et l'aluminium un prérequis au maintien des règles de l'Aléna et, après des négociations tumultueuses, il a obtenu gain de cause, avec la signature le 20 septembre 2018 d'un nouvel accord. Il est difficile alors de parler de guerre économique. Washington peut s'engager dans cette voie, car sa force économique interne et externe lui donne la capacité de réagir à court terme à une situation économique qui lui semble défavorable, sans laisser vraiment le choix à ses interlocuteurs. Pour les traités atlantiques et pacifiques, les négociations semblent rompues, mais normalement les règles générales de l'OMC continuent à s'appliquer entre ces zones économiques.

3) **La « guerre des monnaies » est souvent évoquée.** En 1971, Nixon a décidé de renier l'engagement pris lors des Accords de Bretton Woods de lier le dollar, monnaie internationale, à l'or, et le système de taux de change de fixe est devenu variable. Cette décision unilatérale a mis en évidence le rapport de puissance monétaire et économique, mais aussi militaire, favorable aux USA. Après avoir constitué des réserves exprimées en dollar/or, les membres du FMI se sont trouvés devant l'obligation de conserver leurs dollars, sans référence à l'or devenu « démonétisé ». Même si concrètement la valeur internationale du dollar n'a pas constitué la priorité de la FED et du gouvernement américain avec l'affirmation de la politique du « benign neglect »<sup>11</sup>, le dollar reste le référent international, sans doute parce que le système politique et économique des Etats-Unis se présente « in fine » comme le sanctuaire du capitalisme. Aujourd'hui, le dollar comme monnaie internationale ne répond plus aux critères économiques de cette fonction, au regard de l'importance de l'endettement public et privé des Etats-Unis. En outre, avec la baisse des impôts, l'augmentation de l'endettement public américain devient inquiétant au même titre que celui des ménages, alors même que le système mondial souffre du risque excessif de solvabilité des marchés financiers et de l'absence de rééquilibrage « automatique » des balances commerciales.

Les Etats sont soupçonnés de mener parfois une « guerre des monnaies », à coup de dévaluations successives, pour améliorer la structure de leur balance des paiements, ce qui favorise l'émergence de nouveaux conflits fondés sur la stratégie de « l'appauvrissement du voisin » (beggar thy neighbour). En dévaluant, les Etats exportent leurs tensions récessionnistes vers leurs voisins, ce qui rend parfois irréversibles leurs pertes de

---

<sup>10</sup> Notamment les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) sont très opposés à, cette décision. Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris. A paraître.

<sup>11</sup> « Le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème » est sa formulation la plus connue. La valeur des créances en dollars n'est pas un sujet de préoccupation pour les Etats-Unis, c'est aux autres pays de défendre ou non leurs parités s'ils le jugent nécessaire.

compétitivité. De ces inégalités peuvent naître de nouvelles formes de conflits. Pour Donald Trump, la Chine, le Japon et l'Allemagne (sic) maintiennent un renminbi (yuan), un yen et un euro bas en vue de doper leurs exportations. Pour favoriser le « made in America », il décide d'appliquer de nouveaux droits de douane, tout en insistant auprès du Trésor et de la FED pour faire baisser la valeur du dollar, en vue d'améliorer la compétitivité de l'économie américaine. Il considère que la finance est un outil et une arme pour la sécurité nationale de son pays. Ce faisant, le rôle prééminent du dollar commence à être légèrement érodé. Ainsi, la Chine propose un contrat à terme pour l'achat de pétrole (Basra) à la Russie et à l'Arabie Saoudite sans passer par le dollar et elle continue à réduire ses achats des bons destinés à financer la dette américaine. La guerre des monnaies se fait « à fleurets mouchetés », mais elle est bien présente, avec des effets considérables sur les incertitudes qui pèsent sur la croissance des économies nationales. En revanche, la création de l'euro a marqué l'histoire monétaire. Plusieurs pays ont délibérément abandonné leur souveraineté monétaire au profit d'une institution supranationale<sup>12</sup>. Aujourd'hui, l'euro se présente comme un facteur supplémentaire de réduction des tensions internationales, c'est un instrument de paix, au moins à l'intérieur de la zone considérée. Cependant, l'Allemagne est le principal bénéficiaire des rapports de force économiques et politiques du système mis en place et l'Europe ne peut négliger plus longtemps les politiques « sociales » sans prendre le risque d'une perte d'adhésion des peuples aux systèmes monétaires internationaux existants. Le conflit est latent, il est provisoirement maîtrisé, mais il devient un objet d'inquiétude.

4) **Les conflits fiscaux et d'endettement** ont des conséquences importantes sur le partage mondial des richesses. Fin 2018, la dette brute fédérale américaine atteint 22.000 milliards de dollars et le service de la dette publique représente plus de 700 milliards de dollars par an. Normalement, le doute est émis sur la valeur de la monnaie d'un pays aussi fortement endetté. Une crise économique mondiale peut alors être enclenchée soit par les difficultés liées au remboursement de la dette, soit par la perte de confiance dans le dollar, soit encore par le retour à des formes de nationalisme économique exacerbées. La souveraineté des Etats sur la question des finances publiques n'a pas (encore ?) été remise en question au niveau international. La décision de la Maison blanche d'abaisser encore les impôts sur les sociétés aggrave à court terme l'endettement et le déficit publics des Etats-Unis, mais à plus long terme il est attendu l'arrivée de nouvelles implantations d'entreprises multinationales d'origine américaine ou étrangères qui « boosteront » l'économie nationale et permettront de

---

<sup>12</sup> Il a fallu greffer un Pacte de stabilité, signé par toutes les Parties prenantes, avec la mise en place d'une discipline économique acceptée par tous les Etats membres, afin de donner des signes forts de confiance mutuelle. La Banque européenne a pour fonction de contrôler les tensions inflationnistes de la zone euro.

nouvelles rentrées fiscales (en référence à la courbe de Laffer). L'OCDE et l'Union européenne s'interrogent aujourd'hui sur le rôle prédateur des « paradis fiscaux » qui accordent aux firmes multinationales et aux propriétaires d'actifs financiers la possibilité de se prémunir contre toute forme d'impôt et, parfois, à assécher les revenus publics des pays les plus pauvres. Les Etats développés eux-mêmes ouvrent une palette complète de possibilité de placements à imposition minimale, soit dans des comptes satellites dans des petits pays exotiques, soit même à l'intérieur de leurs territoires, comme la City, Jersey ou l'Irlande<sup>13</sup>. La Russie a annoncé son intention de créer un espace financier peu taxé. Sans accord international, le conflit des hétérogénéités fiscales risque d'être mortifère pour l'ensemble des économies nationales, transformant des ressources publiques en de nouvelles ressources privées, accentuant les inégalités sociales, facteurs d'émeutes et de guerres civiles.

5) **Les ruptures d'intégration économique** constatent l'existence de conflits politiques ou économiques à l'intérieur d'un ensemble économique constitué. Le Royaume-Uni, à la suite d'un referendum, a souhaité quitter l'Union européenne. Il ne s'agit pas d'une guerre politico-économique, il n'y a pas de procédures mettant en cause la sécurité nationale des deux Parties, il s'agit principalement de trouver un accord qui permette à Londres de se débarrasser des contraintes de l'Union européenne et pour celle-ci de réussir ce divorce dans les meilleures conditions<sup>14</sup>. La question critique de l'Irlande du Nord reste politiquement délicate. Les modalités de mise en place du Brexit, entre une solution souple ou une autre plus dure, ne manqueront pas d'avoir sur les années à venir des conséquences politiques considérables sur le « bon voisinage » des deux espaces économiques ainsi constitués.

## **II. Les conflits économique-militaires**

Les conflits économique-militaires mettent en évidence des divergences éventuelles sur les stratégies collectives à venir, ce qui conduit ne manque pas d'avoir des conséquences économiques susceptibles de provoquer de nouvelles tensions entre les Etats.

1) **Le partage des contraintes de la sécurité internationale entre Alliés** est invoqué. En Juillet 2018, Donald Trump a demandé aux membres de l'Otan de dépenser d'abord 2% du PIB pour leurs dépenses de défense d'ici 2021, puis au moins 4% en 2024. Aujourd'hui, l'Union européenne est, au moins en théorie, favorable au renforcement de la résilience de l'OTAN, à la conduite collective de la lutte antiterroriste et au partage plus équitable du fardeau de la défense, mais elle reste partagée sur la question de sa

---

<sup>13</sup> Chavagneux, C., Palan, R. (2017), les paradis fiscaux, La Découverte, Paris. Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, paradis « filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices », L'Harmattan, Paris

<sup>14</sup> Gaudin, H (2018), Crise de l'Union européenne, Eyrolles, Paris. Fontanel, J. (2017), La crise européenne vue par un économiste, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales., Volume XVIII.

défense commune<sup>15</sup> et de la nature de ses liens avec l'OTAN, entre plus ou moins de dépendance. Cependant, l'augmentation des dépenses militaires dans le cadre de l'OTAN favorise inéluctablement l'achat des matériels américains, ce qui réduit de fait les marges de manœuvre des pays de l'Union européenne en matière de sécurité régionale. Les intérêts économiques rejoignent les contraintes militaires. Avec l'OTAN, l'industrie militaire américaine bénéficie d'une clientèle captive et Washington d'alliés « à son commandement ».

2) **Le contrôle des exportation sur les produits stratégiques et la promotion les « ventes paupérisantes »** relèvent de décisions politiques destinées à fragiliser la sécurité et l'économie nationale d'un pays rival. La logique invoquée est de favoriser l'exportation de produits, notamment des produits militaires « autorisés », qui pèsent lourdement sur les finances publiques d'un pays adversaire, tout en constituant de bonnes affaires économiques pour le pays vendeur. Dans ce contexte, un échange inégal est recherché. Pendant la guerre froide, le COCOM (Coordinating Committee) a eu pour fonction de contrôler les exportations occidentales des produits stratégiques duaux vers l'URSS. Aujourd'hui, avec les sanctions contre Moscou relatives à l'annexion de la Crimée, l'interdiction de vente à l'exportation porte toujours sur les biens civils susceptibles de transferts vers des utilisations militaires.

3) **La stratégie de la dépendance économique et militaire** fait souvent référence aux transferts d'armes. L'exportation des armes est un instrument d'influence politique, un outil stratégique de sécurité nationale, mais aussi un facteur de réduction des coûts engendrée par l'essor des économies d'échelle et le partage des coûts de la R&D militaire. Les sanctions unilatérales à l'exportation des armes ne sont pas souvent revendiquées, car elles conduisent à la perte de confiance des acheteurs.

4) **La suspension de l'aide économique aux pays les moins développés** est une action souvent efficace, même sous forme de simple menace. La décision des Etats-Unis de réduire drastiquement son soutien financier à l'UNWA est représentative de la volonté politique de lutter contre les Palestiniens, jugés coupables d'actes terroristes mettant en péril la sécurité d'Israël. La stratégie de l'enserrement consiste à injecter le virus de l'aide reçue par un pays afin de le rendre soit dépendant des stratégies du donateur, soit de le mettre en difficulté, par la baisse du pouvoir d'achat de ses ressortissants, lorsqu'il ne répond pas aux attentes du donateur. Les liens

---

<sup>15</sup> Schmidt, C., Pilandon, L., & Aben, J. (1990). *Defence spending in France: the price of independence. The Economics of Defense Spending: An international Survey*. London: Routledge. Aben, J. (2017). Retour sur la mesure de l'effort de défense-Variations françaises sur un thème imposé. *Défense et Stratégie*, (41). Aben, J., and N. Daures. 1988. « La production de défense face à l'inflation. » *Journal de la Société de statistique de Paris*, 3: 181-192. Coulomb, F., Fontanel, J. (2005), *An économie interpretation of French military expenditure*, *Defence and Peace Economics*, 2005, 3nd .



financiers et commerciaux ont notamment pour buts de modérer les idéologies et de discipliner les pays cibles.

5) **Les accords internationaux pour contrôler les flux et les prix de matières stratégiques** dénotent au regard du libre-échange revendiqué par l'OMC. L'OPEP intervient régulièrement sur les marchés, parfois avec le soutien de la Russie. Les Etats-Unis sont devenus le premier producteur mondial de pétrole, devant la Russie et l'Arabie Saoudite, alors que l'Iran et le Venezuela sont contraints par les sanctions internationales qui pèsent sur leurs productions. Les évolutions des prix sont sinusoïdales, mais avec une certaine tension à la hausse. Les différends commerciaux entre les Etats-Unis, la Chine et l'Union européenne ainsi que les sanctions américaines contre l'Iran créent de nouvelles incertitudes et défis sur les marchés pétroliers. Face à l'importance de cette matière première, les situations de conflit sont potentiellement importantes, avec un choix décisif pour les pays exportateurs de l'OPEP entre les avantages économiques et financiers à court terme de la vente à bon prix de leur pétrole et les inconvénients stratégiques du fait de la faiblesse de leurs bases sécuritaires<sup>16</sup>. L'OPEP exerce un rôle essentiel sur le marché du pétrole, mais les membres de cette organisation d'Etats restent toujours sous la menace d'opérations militaires et de soulèvements civils que seul Washington peut contrôler, comme l'a élégamment rappelé Donald Trump aux dirigeants de l'Arabie Saoudite.

### III. La guerre économique

Plusieurs stratégies peuvent être mises en place, de l'appauvrissement par l'effort de préparation à une guerre violente, en passant par les stratégies de la rupture et celles de la domination externe et le contrôle interne. Cela ne veut pas dire que la défense nationale peut se passer d'un effort militaire, mais il n'est plus le seul moyen décisif mis en place pour défendre les intérêts et la sécurité d'un pays<sup>17</sup>.

1) **La stratégie de l'appauvrissement par l'effort de préparation à la guerre met en place l'exercice** du fameux dilemme entre le beurre et le canon<sup>18</sup>, même si parfois c'est grâce à l'utilisation ou à la menace des canons que les grandes puissances ont pu « faire leur beurre ». Cette stratégie mercantiliste de long terme a pour objectif principal d'appauvrir l'ennemi en l'obligeant à recourir à une course aux armements. Lorsque le pays adversaire augmente son budget militaire, pour garder un équilibre des

---

<sup>16</sup> Fontanel, J. (2016), La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. 2016-<http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822>.

<sup>17</sup> Aben, Jacques. "What Realms for Defence Economics?." The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities. Emerald Group Publishing Limited, 2014. 3-24.

<sup>18</sup> Aben, J. (2000), le fardeau de la sécurité, Défense et finances publiques (actes du colloque international, 8 et 9 Juin 2000, L'Harmattan. Aben, J., & Dures, N. (1993). Chalk vs Guns: Some economic consequences of an announced French scenario. Defence and Peace Economics, 4(4), 353-363.

forces, l'opposant s'empresse de faire de même,. Or, ces dépenses sécuritaires supplémentaires réduisent la capacité à financer d'autres consommations ou investissements publics ou privés. Les coûts d'opportunités s'avèrent alors plus élevés proportionnellement pour le pays le moins développé, ce qui, sur une longue période, peut accroître encore la puissance économique relative du pays le plus développé. Cette stratégie se base donc sur «l'effet de fatigabilité. La militarisation excessive de l'économie de l'URSS est une des causes les plus importantes de son effondrement<sup>19</sup>. A l'automne 2018, contre l'avis de Bruxelles, Washington a annoncé son retrait de l'accord nucléaire sur les forces à portée intermédiaire (traité FNI)<sup>20</sup>. Dans ces conditions, le Traité New Start qui devait être renégocié avant 2021 sur les missiles stratégiques est remis en cause, malgré la volonté de Moscou de la prolonger. Il semble que Washington souhaite relancer une forme de course aux armements, concernant la construction d'une arme qui paraît destinée en priorité tournée contre l'Europe, ce qui devrait à la fois obliger celle-ci à augmenter ses propres dépenses militaires et à affaiblir économiquement une Russie jugée et redevenue activement arrogante.

**2) La recherche d'indépendance économique et stratégique à l'égard d'un Etat rival** est parfois revendiquée par un leader à ses Alliés, car il peut faire valoir l'importance de ses investissements de sécurité collective pour exiger ou demander des contreparties. Au sommet de l'OTAN du 11 juillet 2018, Donald Trump a exigé l'arrêt du projet Nord Stream 2 reliant la Russie et l'Allemagne sous la mer Baltique, opérationnel au plus tard début 2020. Il estime que c'est un point de faiblesse conséquent pour la défense du territoire européen que de dépendre aussi fortement d'un pays déjà sanctionné économiquement pour l'annexion de la Crimée et ses opérations dans le Donbass et dont l'histoire démontre sa capacité à utiliser l'arme économique pour contraindre ses partenaires<sup>21</sup>. Dans le cadre du Countering America's Adversaries Through Sanctions Act (CAATSA) du 15 juin 2017, qui vise à sanctionner les activités de la Russie dans le domaine énergétique, Washington menace les entreprises européennes qui travailleront sur le projet de Nord Stream de subir un sort équivalent à celui des firmes qui maintiennent des relations économiques et financières avec l'Iran<sup>22</sup>. Il accuse

---

<sup>19</sup> L'effondrement de l'Union soviétique est dû sans doute à une gouvernance autoritaire excessive, à une économie profondément martyrisée par les guerres mondiales et les effets de la révolution, mais aussi à la place excessive du complexe militaro-industriel dans l'économie du pays (25 à 30 % du PIB réel), avec un coût d'opportunité social considérable.

<sup>20</sup> Dans ces attendus, le traité FNI, signé en 1987 entre Reagan et Gorbatchev, les Etats s'engageaient à détruire leurs missiles balistiques et de croisière ayant une portée comprise entre 500 et 1000 kilomètres lancés à partir du sol et ceux dont la portée était comprise entre 1000 kilomètres et 5000 kilomètres.

<sup>21</sup> Le gaz russe représente au moins 40 % du gaz importé en Europe, notamment par les réseaux passant en transit en Ukraine, pays qui sera ainsi fragilisé économiquement si le Kremlin décidait d'utiliser le nouveau gazoduc prioritairement afin d'affaiblir encore son économie.

<sup>22</sup> Les sanctions ne s'appliquent pas aux accords d'investissement et de prêts décidés avant le 2 août 2017 et donc le montage financier du projet (avril 2017) est exclu des sanctions.

même Nord Stream2 de disposer de nombreux capteurs espions. Les Européens estiment que la question est moins stratégique qu'économique, car les Etats-Unis veulent exporter leur gaz de schiste liquéfié, que nombreux de ses membres ont refusé de produire pour des raisons environnementales. L'Allemagne, soutenu par Bruxelles<sup>23</sup>, a considéré que ces dispositions violaient le droit international et elle a saisi la Commission européenne pour mettre en place des contre-mesures. En septembre 2018, le projet a démarré, malgré les tensions qui portent sur les sanctions américaines, mais aussi sur les dangers concernant, à l'avenir, l'utilisation politique du transit ukrainien. Washington regrette ce manque de solidarité des alliés de l'OTAN, qui bénéficient d'une sécurité régionale grâce à l'appui américain.

3) **La stratégie de la punition internationale est appliquée** quand un pays ne respecte pas le droit international. Lorsque l'Afrique du Sud pratiquait une politique d'Apartheid, la communauté internationale a décidé une politique globale d'embargo et de boycott (il n'a pas souvent été fait mention de blocus). En 1986, le « Comprehensive Anti-Apartheid Act » a imposé un arrêt des nouveaux investissements en Afrique du Sud et un embargo sur l'importation de plusieurs produits sud-africains, notamment le charbon, le pétrole (en partie), l'uranium, les ordinateurs et les produits agricoles. Cependant, en période de guerre froide, du fait que les pays limitrophes de l'Afrique du Sud étaient gérés par des gouvernements marxissants et que le principal mouvement anti-apartheid était allié au parti communiste, malgré les recommandations de l'ONU, les sanctions n'ont pas été trop durement appliquées, en se référant au fameux proverbe selon lequel « entre deux maux, il faut choisir le moindre ». De nombreuses exceptions aux résolutions de boycott et d'embargo des Nations Unies<sup>24</sup> ont été sciemment acceptées, par la contrebande principalement. Il a fallu la fin de la guerre froide, l'effondrement de l'URSS et la libération de Nelson Mandela pour assister au retour à la démocratie et au respect des droits de l'Homme en Afrique du Sud.

4) **La stratégie de la rupture élargie** est manichéenne. L'objectif est d'affaiblir l'adversaire en créant des problèmes économiques suffisamment graves pour faire naître une contestation violente des forces sociales à l'intérieur du pays renégat (« rogue state »). Dans ce cadre, la rupture des flux commerciaux ou financiers cherche à déstabiliser un Etat contesté par

---

<sup>23</sup> Treize Etats européens (surtout de l'Est) ont protesté contre cette construction auprès de la Commission européenne en invoquant des raisons sécuritaires, économiques et écologiques.

<sup>24</sup> Plusieurs firmes multinationales américaines ont mis en évidence les préjudices d'une telle politique sur l'économie américaine et, sous des formes diverses, elles ont maintenu des liens suffisamment forts avec Pretoria. Elles insistaient sur le fait que l'embargo sur le rhodium et le platine (deux productions dont l'Afrique du Sud était en situation de quasi monopole dans les économies de marché) obligeait les pays occidentaux à se fournir auprès des pays « communistes ». Les vastes ressources minières de l'Afrique du Sud ont toujours rendu les sanctions difficilement applicables.

les pays étrangers. Elle peut être ciblée ou totale. Depuis 1962, Cuba subit une forme de blocus décidé par les Etats-Unis. Le pays s'est appauvri en subissant des sanctions sévères et durables depuis plus d'un demi siècle. Si pendant la « guerre froide », le pays a mis en place d'abord des échanges commerciaux compensatoires avec les pays du Pacte de Varsovie, puis, après l'effondrement de l'URSS, avec le soutien pétrolier du Venezuela pendant la présidence d'Hugo Chavez, ensuite l'économie nationale cubaine s'est paupérisée inéluctablement, faute de matières premières et énergétiques. Pourtant, la guerre économique violente menée par la plus grande puissance économique mondiale n'a pas eu raison de la volonté populaire. De même, en 1979, les sanctions contre l'Iran dans l'affaire des otages américains ont interrompu le commerce international iranien. Les exportations de pétrole de ce pays étaient interdites et le gel de ses avoirs à l'étranger avait pour objectif de rendre la vie sociale de ses citoyens plus difficile. Dans le cas d'espèce, la ferveur religieuse a dépassé, de gré ou de force, les frustrations matérielles. Enfin, la Corée du Nord est elle-même devant un dilemme entre la construction de ses missiles et de son programme nucléaire face aux pénuries alimentaires du peuple, mais faute d'instances démocratiques, même dans une situation d'une gravité extrême, le choix de la sécurité nationale et du maintien du gouvernement au pouvoir reste toujours prioritaire, malgré des négociations en trompe l'œil en cours<sup>25</sup>. Cette stratégie d'autarcie violemment décidée par l'opposant punit non seulement les citoyens d'un pays, mais aussi toutes les firmes ou banques qui collaborent avec lui. Elle n'a pas réellement atteint ses buts à court, moyen et long termes, mais les pays ainsi attaqués ont connu une baisse drastique de leur puissance, de leur pouvoir d'achat, de leurs investissements et de leurs perspectives d'avenir. Le jeu est resté de type « perdant-perdant », mais à des degrés divers, au détriment des pays attaqués.

**5) Les sanctions ciblées sont supposées moins destructrices**, mais elles s'appliquent à des secteurs particulièrement « stratégiques » en fonction des faiblesses de l'adversaire ainsi attaqué. Elles interviennent généralement au moment d'une crise politique ou militaire intense. En 1981, au moment de l'instauration de la « loi martiale » à Varsovie, le gouvernement des Etats-Unis, sans négociation avec ses alliés, a suspendu toutes les licences d'exportation des produits et technologies du gazoduc euro-sibérien, étendues aussi bien aux entreprises américaines qu'aux sous-traitants

---

<sup>25</sup> Entre 1993 et 1998, trois à cinq millions de personnes sont mortes de faim en Corée du Nord. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a ensuite apporté une aide minimale à la population pour prévenir le renouvellement d'une telle catastrophe. Mais, cette forme d'aide maintient aussi la dictature « sous perfusion ». Selon l'ONU, en 2016, près de 40% de la population nord-coréenne souffrait de sous-alimentation. Face à la volonté de Pyongyang de développer ses programmes balistiques et nucléaires, les livraisons alimentaires, notamment américaines et sud-coréennes, ont diminué. Selon la FAO, avec la sécheresse qui a sévi en 2017 et 2018, due à la dégradation des sols, à la rareté des terres arables et à la pénurie d'engrais, la situation alimentaire redevient pour le moins tendue.

européens. Washington décida la suspension des crédits de garantie, mais aussi celle de l'octroi de la nation la plus favorisée des pays membres du GATT pour tous les Etats qui ne respecteraient pas cet accord. L'Union européenne a alors décidé de porter plainte auprès du Tribunal de La Haye. Dans ce contexte, Washington, en accordant à ses sanctions une portée extraterritoriale, interdisait aux utilisateurs des technologies sous brevets américains de les utiliser sur le chantier du gazoduc, ce qui n'était pas une clause retenue par les règles et lois internationales écrites ou non écrites. Un semestre plus tard, Washington est revenu sur cette décision.

A la suite de l'annexion de la Crimée par la Russie, de mars à juillet 2014, puis en 2017 avec Donald Trump, les Etats-Unis et le Canada<sup>26</sup> ont engagés de nombreuses sanctions politiques, financières et commerciales à l'encontre de Moscou<sup>27</sup>. En 2018 à la suite de l'affaire Skipal, de nouvelles sanctions diplomatiques et économiques ont été accompagnées d'expulsions de diplomates. L'Union européenne a aussi protesté a proposé le gel des avoirs et des visas pour des personnalités proches du pouvoir, l'interdiction des importations des marchandises en provenance de Crimée, de sévères restrictions concernant le commerce et les investissements avec la Russie (notamment d'infrastructures), une limitation d'accès aux marchés primaires et secondaires des capitaux de l'Union européennes pour certaines banques et entreprises russes, un embargo sur le commerce des armes, l'interdiction d'importation des produits duaux et un accès limité aux services et technologies sensibles destinés à la production et l'exploration pétrolière. De nombreux programmes de coopération bilatérale ou régionale de l'UE ont été suspendus, ainsi que les opérations engagées avec la Banque européenne d'Investissement (BEI). En représailles, en 2014, Moscou a engagé un embargo sur les exportations de produits alimentaires (qui a ensuite été adouci) et il a expulsé plus de 300 diplomates occidentaux.

Les boycotts proposés contre le pétrole iranien ou envisagés pour le pétrole vénézuélien ont pour objectif d'étrangler l'économie nationale de ces pays et de les contraindre à modifier leurs politiques, l'un dans le domaine nucléaire, l'autre en vue du respect des valeurs démocratiques. Il faut noter que Moscou, Pékin, Ankara et Cuba sont en mesure d'engager une coopération plus étroite avec Caracas, mais les intérêts politiques à en retirer dans l'immédiat leur semblent aléatoires.

**6) La stratégie de la domination politique par la puissance économique** cherche à dissuader l'ennemi d'une action jugée dangereuse pour la paix internationale, en attaquant ses intérêts vitaux sans pour autant

---

<sup>26</sup> Suivis ensuite par l'Union européenne, le Japon, l'Australie, l'Ukraine, l'Islande etc.

<sup>27</sup> Elles concernent le refus d'accès sur leurs territoires des responsables politiques russes, le refus des transactions d'affaires pour des entreprises et officiels russes, un accès limité aux relations de financements avec Rosneft, Novatek et les firmes russes de la finance, de l'armement et de l'énergie ; enfin, les transferts de technologie dans le domaine énergétique ont été suspendus. L'OTAN a suspendu sa coopération militaire avec Moscou

que celui-ci soit en mesure de réagir par la force militaire. Après la volonté internationale d'exiger de l'Iran l'abandon de son projet de construction de l'arme nucléaire, un accord international a été signé à Vienne en 2015, lequel est aujourd'hui dénoncé par les Etats-Unis, malgré les réticences de ses alliés. Le 26 septembre 2018, Washington a dénoncé l'attitude de l'Iran en matière nucléaire militaire, en considérant que « l'agression de l'Iran ne faisait qu'augmenter » dans une région de « toutes les violences ». Même si les pays européens estiment que l'Iran a respecté l'accord de Vienne de 2015, Donald Trump veut contraindre l'Iran à renoncer à la fois à ses ambitions régionales et au nucléaire militaire. Les accords signés par les plus grandes puissances ne peuvent plus alors s'exercer de plein droit, car Washington interdit aux entreprises qui travaillent et commercent avec l'Iran de maintenir leurs activités aux Etats-Unis, sauf à verser d'importantes amendes de dommages et intérêts. La première arme économique est la dépendance des pays ou des firmes multinationales à l'économie d'un pays leader<sup>28</sup>. Les sanctions appliquées à l'Iran depuis près de quatre décennies ont donc été réinstaurées. Depuis novembre 2018, après les mesures prises concernant les transactions financières, les importations de matières premières, l'automobile et l'aviation commerciale, les sanctions américaines concernent aussi le pétrole. Les entreprises européennes quittent le pays, les grandes entreprises fuient (Peugeot, Renault, Total, British Airways, Air France, etc.), le pétrole iranien n'est plus commandé par la communauté internationale (sauf les 8 pays qui disposent d'une exception temporaire) pour ne pas subir des rétorsions de Washington. L'économie iranienne accuse le coup, le rial a chuté<sup>29</sup>. C'est un étranglement économique et social en règle. La Cour Internationale de Justice est sollicitée, mais Donald Trump n'imagine pas un instant se rendre aux conclusions d'une Cour qui aurait l'ambition de contester la souveraineté des Etats-Unis. C'est l'expression de la loi du plus fort, laquelle a existé en tous temps et en tous lieux. En rétorsion, Khameni se propose de fermer le détroit d'Ormuz ; dans ces conditions, aucun pays de la région ne pourra exporter son pétrole (soit 19 millions de barils par jour), ce qui pourrait conduire à une escalade des tensions interétatiques particulièrement dangereuse et provoquerait une augmentation considérable du prix du pétrole. L'option d'un nouveau conflit armé n'est pas à négliger<sup>30</sup>.

---

<sup>28</sup> La plupart des grandes firmes sont implantées aux Etats-Unis et aucune d'entre elles ne souhaite entrer dans un conflit économique et judiciaire avec Washington. C'est pourquoi, elles ont toujours accepté des amendes qui leur avaient été judiciairement demandées lorsqu'elles avaient enfreint aux règles internationales restrictives que Washington avait imposé à ces fameux « rogue states ».

<sup>29</sup> L'inflation en Iran augmente rapidement, les dollars « gouvernementaux » sont réservés aux produits de première nécessité, ce qui attise souvent les opérations de corruption. Le pouvoir d'achat des ouvriers s'est effondré (de l'ordre de 50 à 70 %).

<sup>30</sup> La région devient de moins en moins sécurisée. L'Arabie Saoudite suspend ses exportations par le détroit stratégique de Bab Al-Manbdab (entre le Yemen et Djibouti), jusqu'à ce que le trafic maritime dans la zone soit mieux sécurisé face aux attaques des Houthis (rebelles yéménites pro-iraniens).

**7) La stratégie de la violence économique** vise à contrôler l'appareil étatique, les syndicats et les couches sociales dominantes du pays que l'on souhaite contraindre. Il s'agit de réduire drastiquement les échanges commerciaux et financiers pour créer un mécontentement de la population suffisant pour conduire à la destitution du gouvernement. De 1977 à 1979, le Président américain Jimmy Carter a lié l'obtention des crédits militaires américains en faveur des pays alliés au respect des droits de l'Homme. Il a engagé cette politique au Nicaragua contre la dictature du très corrompu Somoza, en espérant que cette décision conduise à la mise en place d'élections libres au Nicaragua. Sans réaction du gouvernement, Washington a retiré l'aide économique, alimentaire et militaire des Etats-Unis, laissant ainsi le groupe sandiniste marxiste prendre le pouvoir. Après une tentative de collaboration avec le nouveau régime, Washington a suspendu son aide financière et, ensuite, il a décidé d'un embargo afin d'éviter un nouveau Cuba. Les sources financières américaines furent remplacées par des fonds soviétiques, européens et Japonais, ce qui a rendu à limité l'effet de l'embargo américain.

Aujourd'hui, les sanctions de Washington et de Bruxelles à l'encontre du Venezuela ont des conséquences politiques, économiques et humaines d'une violence inouïe, avec un effondrement de l'économie nationale, une forte émigration et une souffrance humaine considérable<sup>31</sup>, alors même que les forces politiques au pouvoir n'ont pas été renversées. La raison principale de cette action concerne le respect de la démocratie du gouvernement « socialisant » de Nicolas Maduro, lequel parle d'un lynchage politique et financier et de crime contre l'humanité. Le rapport du Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme (ACNUDH) affirme que les problèmes humanitaires actuels fondamentaux du Venezuela proviennent de la guerre économique conduite par les Etats-Unis et l'Union européenne, il s'agit d'une situation comparable aux « sièges des villes mis en place au Moyen-Age dans l'intention de les obliger à se rendre ». Il considère, de manière catégorique, qu'il n'y a pas de crise humanitaire et alimentaire en soi<sup>32</sup>. Les sanctions économiques qui touchent des populations innocentes contreviennent à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies concernant les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats souverains. Pourtant, il est encore question d'instaurer un embargo américain sur le pétrole vénézuélien, soit entre un

---

<sup>31</sup> Le Venezuela dispose des plus grandes réserves de pétrole du monde ; l'économie nationale est fortement dépendante de cette production qui représente 95 % des exportations et près de 50% du budget de l'Etat. La situation économique, sociale et humanitaire est catastrophique, avec un taux d'inflation de plus de 20.000% par an, des salaires en forte baisse relative et l'immigration de près de deux millions de personnes.

<sup>32</sup> Mision Verdad (20128), Exclusive report : Summary of the Report by Alfred de Zayas, independent expert of the UN, on Venezuela, <http://misionverdad.com/mv-in-english/exclusive-report-summary-of-the-report-by-alfred-de-zayas-independent-expert-of-the-un>

tiers et la moitié du brut exporté par Caracas, ce qui aggraverait la crise humanitaire et donnerait un prétexte à une intervention militaire.

**Les cyberattaques** contre un pays ont pour objectifs de corrompre le fonctionnement normal des économies nationales, mais aussi de se procurer des secrets stratégiques militaires de la plus haute importance. Les questions relatives à l'intervention de Moscou dans les élections présidentielles américaines ont rappelé l'importance de cette nouvelle arme<sup>33</sup>. Les cyberattaques peuvent désorganiser les services publics, s'approprier des informations « secret défense », perturber les décisions et les comptes des entreprises, fournir de fausses informations conduisant à des comportements collectifs inappropriés, rançonner les firmes multinationales, s'infiltrer secrètement ou non dans les programmes informatiques normalement protégés et introduire des « malware » dans les systèmes d'information militaires et civils. Les pirates utilisent les défauts de sécurité des appareils électroniques pour menacer la sécurité et l'activité économique des Etats-Unis, notamment par le canal des commutateurs sociaux. Les attaques se développent rapidement sur les réseaux et, avant qu'une solution soit trouvée, elles perturbent les services publics et les activités des firmes et des banques. Les attaques sont surprenantes, les auteurs signent parfois, mais leur représentation n'est pas toujours bien éclaircie<sup>34</sup>. Washington dispose d'un potentiel considérable de moyens de surveillance et de réseaux de géolocalisation, en vue de se préparer à l'éventualité d'une cyberguerre.

En juin 2017, malgré le démenti de Moscou, les gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont accusé la Russie d'avoir lancé une cyberattaque mondiale de grande ampleur et ils ont alors menacé Moscou de représailles. Le 15 février 2018, les deux pays ont officiellement accusé Moscou d'être à la source du NotPetya, un logiciel malveillant et criminel destiné à détruire les infrastructures économiques. Cette attaque, selon la Maison Blanche, a coûté plusieurs milliards de dollars à l'économie mondiale. Parti d'Ukraine, il s'est propagé dans le monde, d'Europe aux Etats-Unis en passant par l'Asie. Le virus, considéré au départ comme un

---

<sup>33</sup> Le Parti démocrate américain a été piraté en 2016, pendant la campagne électorale présidentielle. Par ailleurs, la justice américaine a inculpé plusieurs personnes accusées d'avoir fourni à la Russie des informations spécialisées en vue de peser sur l'élection présidentielle américaine. Le 26 Septembre 2018, Donald Trump a accusé la Chine d'ingérence dans les élections du 6 novembre, auprès des Américains originaires de Chine. Un décret annonce d'ailleurs que ces actions seront sanctionnées contre les coupables. Evidemment, la Chine a réfuté cette accusation.

<sup>34</sup> Les groupes de hacker « Fancy Bear », Tsar Team, Sofacy et APT 28 sont supposés être commandités par l'IRA<sup>34</sup> (Internet Research Agency), une agence basée à Saint-Petersbourg et engagée dans des opérations d'influence en faveur du gouvernement russe. Ils ont attaqué, avec plus ou moins de succès le Bundestag, la Chancellerie allemande, le groupe politique français LRM, la Maison Blanche et même l'OTAN. Plusieurs autres groupes de hackers ont été identifiés appartenant aux services de renseignement russes, comme Strontium (qui, en 2018, a agi contre Microsoft et le parti républicains), CyberCaliphate (qui semblait à l'origine une émanation de l'Etat islamique) ou BlackEnergy ou GreyEnergy (fonctionnant sur le principe bien connu du cheval de Troie), même quand l'action apparaît comme un rançongiel, à payer en bitcoins.



rançongiciel<sup>35</sup>, avait été conçu pour détruire les fichiers des ordinateurs infectés appartenant aux firmes multinationales et aux infrastructures publiques ou privées, comme les ports, les gares ou les réseaux sociaux. L'attaque n'était pas très précise, elle a touché de manière aléatoire certaines victimes. Si les structures gouvernementales de l'Ukraine ont été les principales victimes de cette attaque les ports de Bombay et d'Amsterdam ont été concernés, tout comme Tchernobyl, Fedex (300 millions de dollars de perte), le laboratoire pharmaceutique Merck (300 millions de dollars de perte), ou Saint-Gobain (200 millions d'euros de perte). En fait, les coûts totaux sont difficiles à estimer, car les effets ne sont pas toujours perçus, au moins à court terme. Au regard des difficultés techniques pour connaître la source de ce virus, les accusations d'attaques informatiques de Moscou peuvent cacher une opération politique visant à décourager le Kremlin de s'engager directement dans ce type d'opération<sup>36</sup>. Vladimir Poutine nie ces accusations, estimant qu'il s'agit en l'occurrence d'une attaque politique illégitime. En réponse, pour mieux se protéger collectivement, Washington a indiqué que les Etats-Unis mettraient ses capacités de cyberdéfense à la disposition de l'OTAN, à charge de réciprocité pour ses alliés.

Les Etats se préoccupent surtout de protéger les infrastructures critiques. En avril 2018, le Department de la sécurité intérieure (Department Homeland Security, DHS), le FBI et le Centre britannique de Cyber Sécurité Nationale (National Cyber Security Centre, NCSC) ont accusé de nouveau la Russie d'une nouvelle cyberattaque concernant cette fois des millions de matériels connectés dans les entreprises, les organismes publics et les fournisseurs d'accès à Internet, par le canal des routeurs, commutateurs réseau et pare-feu. Une prise de contrôle de ces matériels permet l'accès aux données, mais aussi leur suppression ou leur modification à des fins politiques, stratégiques ou simplement criminelles. L'attaque ne porte pas sur des systèmes hautement sécurisés, mais sur de très nombreux appareils mal sécurisés, indispensables au bon fonctionnement des services publics et privés. Il a été difficile pour les gouvernements occidentaux de mesurer l'importance réelle de l'attaque et d'attribuer avec certitude son origine, au regard du puzzle de ramifications concernées. Lorsque les matériels sont infectés, ils peuvent être utilisés pour l'espionnage ou la mise en place d'attaques futures.

En septembre 2018, Londres, puis Sydney, accusent à nouveau le GRU (La Direction générale des renseignements de l'état-major des forces

---

<sup>35</sup> Un rançongiciel est programme pernicieux qui a pour objectif de verrouiller ou d'infecter un ordinateur, en vue de réclamer le versement d'une rançon pour récupérer les données dérobées

<sup>36</sup> Il faut constater que le malware a eu des effets directs négatifs sur la compagnie pétrolière russe Rosneft et sur la société sidérurgique Evraz, ce qui n'était certainement pas un des objectifs attendus par les services secrets affiliés au Kremlin. Le danger de cette opération se situe aussi dans les installations directement touchées. Westinghouse, qui fournit du combustible nucléaire aux centrales d'Ukraine, a fait aussi l'objet d'une attaque très dangereuse qui, semble-t-il, a pu être parée

armées russes), associé à des groupes de hackers (pirates), de mener de nouvelles attaques malveillantes, « au hasard et sans foi ni loi » selon Jeremy Hunt (Foreign Office), sans aucun respect pour le droit international, les institutions politiques, les entreprises, les médias et les fédérations sportives<sup>37</sup>. La Russie est accusée d'être à l'origine de ces cyberattaques de grande envergure, déstabilisantes pour l'ordre international.

Les conflits entre les Etats ont des motifs économiques, politiques, idéologiques, militaires ou stratégiques, voire religieux. Les armes économiques sont devenues très importantes dans les stratégies de sécurité nationale et de gestion de l'espace international. Aujourd'hui, les Etats doivent lutter contre les « malware ». La sécurité nationale ne dépend plus seulement des stratégies militaires, de la force d'une économie, mais aussi de sa capacité à concevoir et à se protéger des cyberattaques. Le monde numérique propose de nouveaux conflits dont les experts mesurent mal encore la force destructrice.

## **Bibliographie**

Aben, J., and N. Daures. 1988. « La production de défense face à l'inflation. » *Journal de la Société de statistique de Paris*, 3: 181-192.

Aben, J. (1992) *Economie politique de la défense*, Cujas. Paris.

Aben, J., & Daures, N. (1993). Chalk vs Guns: Some economic consequences of an announced French scenario. *Defence and Peace Economics*, 4(4), 353-363.

Aben, J. (2000), le fardeau de la sécurité, *Défense et finances publiques* (actes du colloque international, 8 et 9 Juin 2000, L'Harmattan.

Aben, J. (2008). The New French Military Reserve and the Test of Overseas Operations. *Defense & Security Analysis*, 24(2), 197-202.

Aben, Jacques (2014) "What Realms for Defence Economics?." *The Evolving Boundaries of Defence: An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*. Emerald Group Publishing Limited, 2014. 3-24.

Aben, J., & Malizard, J. (2016). Defence Budgets. *The SAGE Encyclopedia of War: A Social Science Perspective*, Thousand Oaks, 462-466.

Aben, J. (2017). Retour sur la mesure de l'effort de défense–Variations françaises sur un thème imposé. *Défense et Stratégie*, (41).

Aben, J. (2017). Licorne ou la guerre si nécessaire, pour maintenir ou imposer la paix. *Stratégique*, (4), 253-283.

Aben, J., Fontanel, J. (2019), *Military Expenditure as a proxy for State's power*. *Defence and Peace Economics*.

Chavagneux, C., Palan, R. (2017), *les paradis fiscaux*, La Découverte, Paris.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2005), An economic interpretation of French military expenditure, *Defence and Peace Economics*, 2005, 3rd.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Mondialisation, guerre économique et souveraineté, in « La question politique en économie internationale », La Découverte, Paris.

---

<sup>37</sup> Les autorités néerlandaises ont dénoncé une cyberattaque contre l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), basée à La Haye et impliquée dans les enquêtes sur les attaques chimiques en Syrie et l'empoisonnement de Sergueï Skripal. Elles ont identifié des agents russes qui opéraient à des opérations d'espionnage et de piratage informatique près de l'Etat-Major de l'OIAC.

- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Collection Eco+, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (1995), *Les Organisations Economiques Internationales*, Masson, Paris.
- Fontanel J. (2005), *La Globalisation en « analyse » : Géoeconomie et Stratégie des Acteurs*, l'Harmattan, Paris, chap.9, p.474
- Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2016), *La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle*, PSEI, Politique de Sécurité Européenne et Internationale, n° 3. 2016-<http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822>
- Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, Etats filous*, Collection "Les idées et les théories à l'épreuve des faits", L'Harmattan, Paris.
- Fontanel, J. (2017), *La crise européenne vue par un économiste*, AFRI, Annuaire Français des Relations Internationales., Volume XVIII.
- Fontanel, J., Sushcheva, N. (2019), *La puissance des GAFAM : Réalités, apports et dangers*, Annuaire Français des Relations Internationales, Paris. A paraître.
- Fukuyama, F. (1989). *The end of history?. The national interest*, (16), 3-18.
- Gaudin, H (2018), *Crise de l'Union européenne*, Eyrolles, Paris
- Guilhaudis, J-F. (2018), *Relations internationales contemporaines*, LexisNevis, Paris.,
- Mision Verdad (20128), *Exclusive report : Summary of the Report by Alfred de Zayas, independent expert of the UN, on Venezuela*, <http://misionverdad.com/mv-in-english/exclusive-report-summary-of-the-report-by-alfred-de-zayas-independent-expert-of-the-un>
- OCDE (2004), *Economie de la sécurité*, OCDE, Paris.
- Schmidt, C., Pilandon, L., & Aben, J. (1990). *Defence spending in France: the price of independence. The Economics of Defense Spending: An international Survey*. London: Routledge.
- Smith, R., & Fontanel, J. (2008). *International security, defence economics and the powers of nations*. In *War, peace and security* (pp. 37-51). Emerald Group Publishing Limited.